CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 29 Septembre 2016

Le Conseil Municipal de la commune de Pommier de Beaurepaire dûment convoqué, s'est réuni le 29 septembre 2016 sous la présidence de Madame Mireille BOUVIER, Maire en exercice.
Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15
Date de convocation du Conseil Municipal : 22 septembre 2016

Présents : BOUVIER Mireille, COUDERT Bernard, GABILLON Raphaël, ARGOUD Guillaume, FAIVRE Claude, SANCHEZ Stéphanie, GALAMAND Lilian, PACALET Isabelle, PERON Christian, AVONT Laëtitia, LEDEZ Sandrine, HERNANDEZ Philippe, ROBIN Stephen.

Absents excusés : CARAZ Gérard, COLLION Cindy.

Secrétaire : SANCHEZ Stéphanie

1- Commission BATIMENTS

Point sur les dossiers:

- *Parvis église*

Les Etablissements Boucher de Clonas sur Varèze ont achevé les travaux de restauration du parvis de l'église, qui ont permis de revaloriser ce bâtiment patrimonial.

Les travaux ont été réalisés en pierre de Saint Ambreuil.

Coût : 12 160,60€ H.T. soit 14 592,72€ T.T.C.

- *Cloches*

Monsieur Coudert, adjoint aux bâtiments rappelle au Conseil Municipal que suite au diagnostic de l'entreprise PACCARD, divers travaux ont été réalisés sur l'installation campanaire :

- le renouvellement des équipements actuellement hors service : Ent. Paccard

Coût : 2 579,42 € HT soit 3 095.30 €T.T.C

- le renouvellement du joug bois de la cloche principale, modifiant ainsi son incidence structurelle : Ent. Paccard

Coût : 3 690.79 € HT, soit 4 428.94 €T.T.C

- la reprise des arcatures du clocher : SAS Glandut Maurice

Coût : 1 276,00 € HT, soit 1 531.20€T.T.C

L'équipe municipale remercie l'association pour la rénovation de l'église qui a participé à ces travaux à hauteur de 3690,79€.

- *Nettoyage de l'église*

Monsieur Coudert, adjoint aux bâtiments informe que les bénévoles par l'intermédiaire de Madame Brugon sollicite les élus pour qu'un point d'eau soit installé à l'intérieur de l'église, afin de faciliter le nettoyage du sol notamment. Afin de soulager les bénévoles qui assurent régulièrement le balayage, les poussières des ameublements de l'édifice et le nettoyage du sol, Monsieur Coudert prendra contact avec le Syndicat des Eaux Dolon-Varèze et les corps de métier concernés pour la faisabilité des travaux.

- *Prolifération des pigeons*

Madame le Maire expose au conseil municipal qu'il conviendrait de prendre des mesures de nature à éviter la prolifération des pigeons dans la commune, ceux-ci provoquant des problèmes d'insalubrité et de dégradations sur les bâtiments communaux et privés dûs aux fientes et aux lieux de nidification des pigeons.

Après renseignement, il semblerait que la pose de herses anti-pigeons sur les chéneaux, le faitage, les rebords de toiture ne soit pas très efficace et la pose de fils électriques s'avère très onéreuse.

Une régulation par piégeage de ces colombidés est envisagée, des renseignements seront pris en ce sens.

2- Commission FORET COMMUNALE

- *Gestion Forêt*

Madame le Maire rappelle l'arrêté du 31 mars 2015, portant réglementation de l'utilisation des voies communales et chemins ruraux dans le cadre de l'exploitation forestière.

Le propriétaire concerné doit remplir l'autorisation de voirie en Mairie, un état des lieux est réalisé avec un membre de la commission avant et après chantier.

Madame le Maire demande au Conseil Municipal d'être vigilant aux travaux se réalisant sur la commune, et de faire respecter cet arrêté.

- *Coupe de bois*

Madame le Maire rappelle la délibération n°2016-07-02 concernant la coupe affouagère, parcelle n° 17, canton du Grand Bois : surface 7 ha, stipulant la demande de mise en vente de cette parcelle par le Conseil Municipal.

Monsieur Guilhermet de l'Office National des Forêts, informe que suite à la vente du 20 septembre 2016, une seule offre a été proposée et bien en dessous de l'estimation.

En effet, la demande est faible en ce moment (hiver doux), due au stock de bois de chauffage et de plaquettes forestières chez tous les acteurs de cette filière.

Le Conseil Municipal décide d'attendre des prix plus attractifs.

3- Commission TERRAINS COMMUNAUX

Renouvellement des baux de location de terrains communaux : Délibération n°2016-09-01

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal que suite à la cessation d'activités de Monsieur René COMBE, le Conseil Municipal en date du 28 juillet 2016 a décidé de réaffecter ses lots communaux rapidement afin de faciliter leur entretien et la mise en culture pour la prochaine campagne.

Ainsi après avis en mairie, trois candidats se sont inscrits et l'attribution s'est tenue le mardi 23 août 2016.

Le Conseil Municipal,

Sur le rapport de Madame le Maire

En application de la délibération du Conseil Municipal daté du 7 juin 1991 relative à la location des terrains communaux,

Considérant que les terrains vacants ayant été proposés à la location,

Considérant les offres déposées en mairie,

Considérant l'entente entre les candidats,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **ATTRIBUE** ces terrains vacants comme suit :

Lots	Section	Parcelle	Surface	Attribution
N°1	AR	251	1ha 50a 62 ca	SCEA FAIVRE
	AS	380	2ha 99a 38ca	
N°2 - N°5- N°6	AS	384	3ha 23a 98ca	M. Guillaume ARGOUD
	AS	433	50a	
	AS	432	63a 48ca	
N°3 et N°4	AS	359	2ha 31a 87ca	EARL du Jayon
	AS	362	1ha 47a 19ca	

- **CHARGE** Madame le Maire de rédiger les nouveaux baux.

Madame le Maire informe :

- que la SCEA FAIVRE rétrocède 3 petits lots cadastrés AS434-AS435-AS436 à M. Guillaume ARGOUD d'une superficie globale de 1ha 50 a,
- que les parcelles **AS355** d'une superficie de 21ca et **AS373** d'une superficie de 32ca ne sont pas réattribuées.

Actualisation du règlement de location de terrains communaux : Délibération n°2016-09-02

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune de Pommier de Beaurepaire est propriétaire-bailleur de certaines parcelles agricoles.

Elle informe que suite à la décision d'aménagement foncier des terrains communaux, un cahier des charges a été établi le 7 juin 1991, l'actualisation de certains articles s'avérait nécessaire aujourd'hui.

Pour accompagner cette démarche, divers services compétents ont été saisis :

- la chambre d'agriculture : son rôle étant en outre d'informer, de conseiller, de fournir des modèles de contrats de location.

- les syndicats d'exploitants: qui ont une mission juridique.

Monsieur Claude FAIVRE responsable de la commission donne lecture aux membres du Conseil Municipal du règlement de location des terrains communaux actualisé.

Après discussion et délibération, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **APPROUVE** le nouveau cahier des charges annexé à la présente délibération,
- **CHARGE** Madame le Maire de son exécution.

Courrier:

Madame le Maire soumet aux membres du Conseil Municipal la demande de Monsieur Patrick RUEFF, ce dernier souhaiterait agrandir son étang, et avant consultation des services compétents, il voudrait savoir si la commune consentirait à lui céder les parcelles communales AB55 et AB57 pour réaliser son projet.

Après échanges, il est décidé de rencontrer Monsieur Rueff pour de plus amples renseignements.

4- Commission PERSONNEL

- Régime indemnitaire : mise en place du R.I.F.S.E.E.P.

Madame le Maire informe que Le RIFSEEP ou régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, va devenir, d'ici fin 2016, le nouvel outil indemnitaire de référence en remplaçant la plupart des primes et indemnités existantes dans la fonction publique de l'Etat.

Il se compose :

- d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- éventuellement, d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA) basé sur l'entretien professionnel.

Madame le Maire souhaite que la collectivité engage une réflexion visant à instaurer le RIFSEEP, un groupe de travail est constitué.

Chèque cadeau : Délibération n°2016-09-03

Madame le Maire propose aux membres du conseil Municipal d'attribuer aux agents de la Collectivité des bons d'achats pour les fêtes de Noël.

Autrefois menée par l'union des commerçants de Beaurepaire, la CCTB a souhaité relancer cette opération et la généraliser à tout le territoire en raison des retombées bénéfiques qu'elle génère pour le commerce local.

La commune pourrait apporter son soutien à cette initiative tout en assurant une diversité de prestations aux agents communaux qui auront une possibilité de choix d'utilisation auprès de nombreux commerçants.

Les conditions d'attribution de ces chèques cadeaux pourraient être fixées comme suit :

- tout agent communal titulaire ou non titulaire pourrait bénéficier de cette prestation.
- le montant des bons d'achats attribué aux agents est fixé à 100€ quelque que soit le temps de travail effectif de l'agent ou son degré de rémunération.

Il faut préciser également que conformément à la circulaire ACOSS n° 96-94 du 3 décembre 1996, les bons d'achats attribués à un salarié par année civile sont exonérés de cotisations et contributions sociales, tant que leur valeur globale annuelle n'excède pas pour 2016 : 161€, soit 5% du plafond mensuel de la sécurité sociale.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des présents:

- **APPROUVE** l'attribution de chèques cadeaux, d'une valeur de 100€ pour les fêtes de Noël au personnel communal dans les conditions définies ci-dessus,
- **AUTORISE** Madame le Maire, à signer tout document relatif à ce dispositif.

5- Commission URBANISME

Droit de préemption : Délibération n°2016-09-04

Madame le Maire présente une déclaration d'intention d'aliéner d'un bien soumis au droit de préemption urbain conformément aux articles L211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

- Propriété Consorts MAILLOT cadastrée AI 74, d'une superficie de 596m², sise 172, grande rue.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

- **DECIDE** à l'unanimité de ne pas exercer son droit de préemption.

Droit de préemption : Délibération n°2016-09-05

Madame le Maire présente une déclaration d'intention d'aliéner d'un bien soumis au droit de préemption urbain conformément aux articles L211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

- Propriété de Madame et Monsieur Georges DURANTON cadastrée AI 96, d'une superficie de 1673m², sise 140, chemin de la Faytaz.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

- **DECIDE** à l'unanimité de ne pas exercer son droit de préemption.

6- Commission VOIRIE

Point sur les dossiers:

- *Chemin de la Tuilerie* : traitement des eaux pluviales suite au problème d'inondation de l'habitation de Madame et Monsieur FABRE.

Après échange, les propriétaires riverains ont accepté que le fossé qui traverse leur terrain soit récuré afin de permettre un meilleur écoulement jusqu'au fossé de la RD, en complément un deuxième tuyau de Ø 400 a été mis en place par la commune afin de renforcer l'évacuation importante de l'eau lors de fortes pluies.

-Elargissement du fossé et création d'un merlon côté des habitations pour leur protection.

-Au niveau de la route, la traversée a été doublée pour une meilleure évacuation de l'eau et surtout afin d'éviter que l'eau traverse la route en direction des habitations.

-Remise en forme du fossé le long de la route en fonction de l'espace disponible.

- *Chemin du cimetière* :

Reprise traversée de route vers l'habitation de Monsieur Camille MUREY

- *Carrefour Bas Pommier* :

De nombreux riverains se plaignent de la dangerosité du carrefour, le service voirie de la CCTB sera consulté afin d'envisager pour la commune la possibilité de mettre en place le régime de priorité « STOP ».

Courrier:

Madame le Maire soumet aux membres du Conseil Municipal la demande de Maître Laurent Ginier-Gillet sur le souhait de Monsieur Christophe DOSSOT d'acquérir un chemin communal jouxtant sa propriété.

Monsieur Dossot est propriétaire de terrains agricoles, de part et d'autre de la voie, mais ces derniers sont actuellement en location auprès d'agriculteurs, cette voie leur permettant l'accès à leur(s) parcelle(s).

Suite à la réhabilitation de son habitation, Madame le Maire informe qu'en début de travaux, la commune a renforcé la voie par une couche de gravier pour le passage des engins de chantier se rendant sur sa propriété afin de détériorer à minima la voie, en fin de chantier, une couche de finition sera faite afin de rendre le chemin praticable. Après échange, le Conseil Municipal ne souhaite pas vendre ce chemin.

7- Commission SCOLAIRE et PERISCOLAIRE

Convention médecine scolaire : Délibération n°2016-09-06

Madame le Maire rappelle la délibération n° 2013-07-03 du 10 juillet 2013 donnant un avis favorable pour la signature d'une convention de participation aux frais de fonctionnement du Centre Médico-Scolaire de la Côte St André.

En effet, la Commune de la Côte Saint-André est autorisée à solliciter une participation financière aux frais de fonctionnement du Centre Médico-Scolaire auprès des communes dont les élèves qui y sont inscrits.

Le calcul de la participation communale s'effectue selon une base forfaitaire fixée annuellement à **1.00 € par élève** de l'enseignement du premier degré du secteur public et privé.

La convention étant arrivée à échéance, la Commune est sollicitée pour son renouvellement, elle est établie pour trois années scolaires.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des présents:

- **EMET** un avis favorable à cette convention,
- **AUTORISE** Madame le Maire, à signer la convention proposée,
- **ADOpte** les modalités de financement du Centre Médico-Scolaire du secteur de La Côte St André,
- **CHARGE** Madame le Maire d'instruire ce dossier.

8- Commission COMMUNICATION

Madame le Maire informe de l'ouverture du site Internet le lundi 26 septembre :

<http://pommierdebeaurepaire.fr>

Pour information :

- L'écho pommierois paraîtra trimestriellement : mars, juin, septembre et décembre.
- La news paraîtra les autres mois de l'année.

La distribution sous format papier ne sera faite qu'aux foyers en ayant fait la demande.

9- Questions diverses

- *La ressourcerie Bièvre-Isère*

Madame le Maire informe que la ressourcerie Bièvre-Isère est un organisme qui gère sur le territoire donné, un centre de récupération, de valorisation, de revente et d'éducation à l'environnement. Son activité est inscrite dans le « schéma de gestion des déchets du territoire ». La ressourcerie porte un atelier de chantier et d'insertion sur le territoire de Bièvre Valloire (commune de St Pierre de Bressieux).

Mme CIVIER, directrice, a rencontré Madame le Maire le 17 septembre dernier pour proposer une convention avec la commune. L'association collectera des encombrants recyclables en porte à porte après inscription des habitants en mairie, qui donneront une liste exhaustive des encombrants à collecter. Cette proposition a un coût : 200 euros par passage. Après discussion, le Conseil Municipal ne souhaite pas donner suite à la proposition.

- *Stand de Tir*

Madame le Maire informe que suite aux divers courriers reçus en mairie de Pommier, Pisieu et St Julien de l'Herms concernant les nuisances sonores occasionnées depuis l'ouverture de l'établissement permanent d'activité de tir aux armes de chasse (Ball-Trap) sur le territoire de la commune de Pisieu par l'association « Chasse Tir Passion de la Verrerie » une réunion avec les Maires et les membres de l'association est prévue le vendredi 7 octobre à 19H00

Fin de séance : 23H30